

05
JUILLET
2009

A L'HORIZON 2013

Un scénario incertain pour le Maghreb

Francis Ghilès Senior Researcher, CIDOB

Omar Aloui Directeur de AgroConcept (Rabat)

Guillaume Alméras Consultant (Paris)

Introduction

Concernant les pays en développement, la diversité des raisons avancées pour expliquer l'origine de la crise actuelle du capitalisme mondial ne doivent pas tromper - pas davantage que la tentative de certains dirigeants de ces pays d'accréditer l'idée que l'économie de leur pays serait « découplée » de celle des États-Unis et que le rebond économique ne saurait manquer d'être au rendez vous d'ici la fin de 2009.

Certaines évidences s'imposent, en effet : depuis plus de dix ans, parmi les pays émergents, seule l'économie indienne a paru principalement tirée par sa demande intérieure. Tous les autres pays ont trouvé, de manière directe ou indirecte, l'économie américaine comme acheteur de dernier ressort.

Et, pour avoir peu participé de ce mouvement, les pays du Maghreb ne comptent pas parmi les économies pleinement émergentes – parmi les économies dont les taux de croissance permettent notamment d'envisager le plein emploi à un terme rapproché.

D'une certaine façon, c'est là aujourd'hui la chance des pays du Maghreb : la crise les frappe certainement moins violemment que d'autres. Pour autant, il semble assez illusoire de croire que cette « chance » vaut sauf-conduit par ces temps de récession.

Car si l'endettement américain a tiré la croissance mondiale ces dernières années, son poids va demeurer tout aussi déterminant pour la reprise mondiale ces prochaines années, générant des effets dont il est peu probable qu'ils ne touchent pas le Maghreb, où la crise, finalement, n'a sans doute pas encore démarré.

C'est que toute la puissance des États-Unis n'en peut mais : comment rembourser une dette aussi colossale ? Soit les États Unis s'y plient et c'est la croissance qui disparaît sous la pression fiscale. Soit le Trésor américain compte sur l'inflation ou la dévaluation du dollar pour l'aider à rembourser des créances dépréciées à due proportion. Bien sûr, pour échapper à cette alternative, les plus optimistes peuvent compter sur un *new deal* environnemental, sur une « croissance verte » génératrice d'une croissance aujourd'hui insoupçonnée – un scénario par trop spéculatif à ce stade, malheureusement, pour que nous le retenions ci-après.

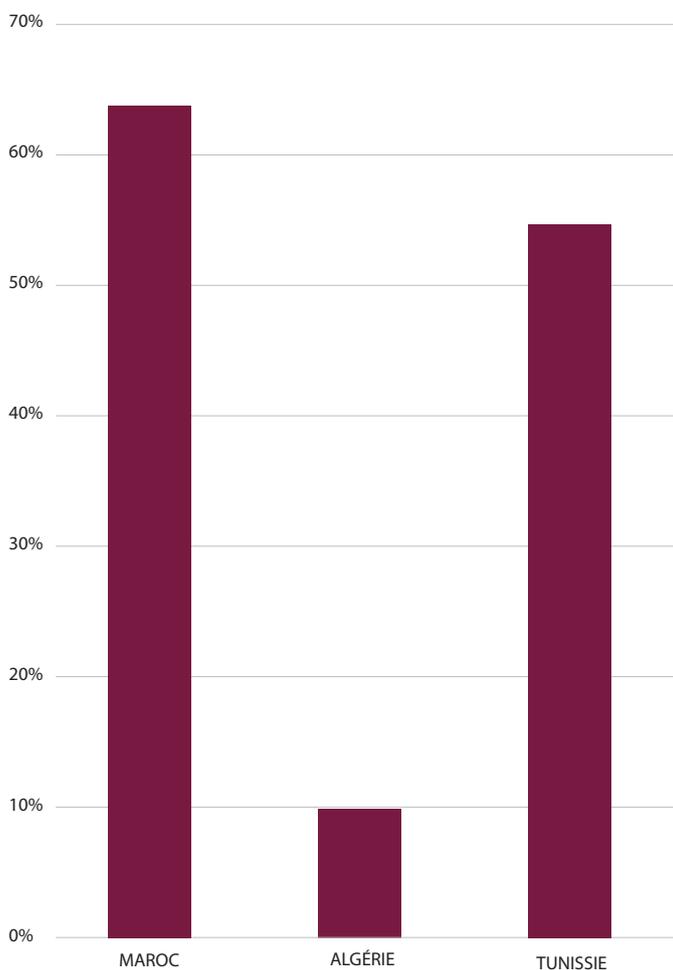
*

Reprenons donc notre alternative, que l'on peut schématiser de manière sans doute assez expéditive mais parlante sous les termes : remboursement ou croissance et dont l'un des effets les plus déterminants pourrait bien tenir au fait que, dans un tel contexte, entre la Chine et les États Unis, l'un des deux pays va sans doute ruiner l'autre ces prochaines années ! Ceci dans un contexte de lutte pour l'accès aux ressources énergétiques mondiales, au cœur d'un monde islamique inflammable de Nouakchott à Kaboul.

Scénario catastrophe ? Non pas. Un scénario certes catastrophique mais aujourd'hui plausible, face auquel il ne reste que de croire que les prêteurs internationaux continueront à se ruier vers des placements en dollars à bas taux, l'endettement américain permettant dès lors à la croissance mondiale de repartir, une nouvelle bulle spéculative immobilière autorisant même un nouvel endettement des ménages américains à pression fiscale inchangée... Si on le croit, on peut croire également que les pays du Maghreb traverseront la crise relativement indemnes, celle-ci

n'ayant pour principal effet que de voir leurs programmes d'Investissements Directs Etrangers un moment reportés. Sinon, il faut s'attendre au moins à un choc monétaire, lié à la dévaluation du dollar et au renchérissement corrélatif de l'euro. Dès lors, un pays comme l'Algérie, qui se croit aujourd'hui protégé par ses réserves en devises, serait pris au piège d'un effet de ciseau : effondrement de ses avoirs en dollar et surenchérissement de ses importations du fait de l'appréciation de l'euro. Car ces dernières années, si l'Algérie a, comme la Chine, soigneusement évité de redistribuer ses excédents de devises au plan intérieur, elle n'a pourtant pu éviter, à la différence du géant chinois, de voir ses importations s'envoler : + 200% ces cinq dernières années. Ainsi, sauf scénario de flambée durable du prix des hydrocarbures, même un pays relativement protégé par sa rente gazière comme l'Algérie risque fort d'entrer comme ses deux voisins ces prochaines années dans une situation conjuguant endettement international et vive contestation sociale.

Dettes publiques/Pib 2007



Source: Rapport Femise 2008

Qu'on le veuille ou non, un tel risque doit aujourd'hui être pris en considération ; les choses étant trop engagées, trop globales, pour qu'on puisse imaginer que quelque inflexion des politiques économiques conduites suffise à l'éviter. Il faut aujourd'hui envisager la nécessité, ces prochaines années, d'une aide financière consistante pour les pays du Maghreb,

venue des bailleurs de fonds internationaux, du Golfe ou de l'Europe. Dès lors, autant imaginer qu'une telle aide ne soit pas seulement concédée par de tels prêteurs, pour servir à solder quelques comptes à court terme mais qu'elle prenne les allures d'un véritable Plan Marshall ; qu'elle soit une chance pour la région, favorisant un décollage nettement engagé ces dernières années.

Qu'y manque-t-il aujourd'hui ? Une question de perspective, sans doute principalement. L'absence de toute stratégie régionale développée par les différents pays : une vision d'eux-mêmes comme d'un bloc, comme d'un marché dans l'économie-monde, plutôt que des stratégies nationales qui aujourd'hui s'ignorent soigneusement les unes les autres. Il ne manque aux pays du Maghreb, en d'autres termes, que de se convaincre de leur peu d'importance à l'échelle mondiale, chacun à son niveau, de leur inexistence économique dès lors qu'ils sont seuls, pour rompre, à l'aune de tels constats, avec l'illusion, caressée chacun de son côté, de quelque cordon ombilical avec l'Union Européenne ou le Golfe, garant du développement économique – illusion au nom de laquelle, les pays du Maghreb reprochent souvent à l'UE d'être moins généreuse avec eux qu'avec les Pays de l'Est Européen par exemple.

Lorsqu'il prit la tête du corps expéditionnaire anglais en Birmanie au cours de la Seconde guerre mondiale, Lord Mountbatten trouva une troupe abattue, démotivée, attendant du soutien et se plaignant que la métropole sembla l'avoir oublié. C'est faux, leur dit Mountbatten. La métropole ne vous a pas oublié. Elle ne sait même pas que vous existez ! Pour vous en sortir, dès lors, vous ne pouvez compter que sur vous mêmes. Quel dirigeant maghrébin saura tenir un tel discours ?

*

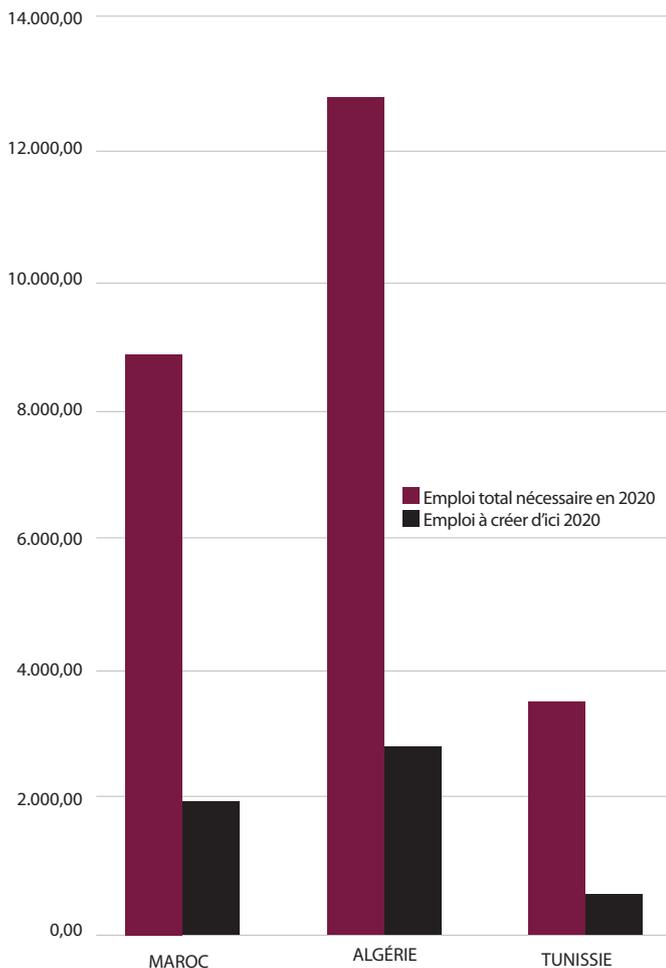
Comment le Maghreb va-t-il réagir face à une crise d'une ampleur inattendue et qui s'est propagée avec une rapidité sans précédent ? Comment un pays comme l'Algérie qui tire 98% de ses revenus en devises de ses exportations d'hydrocarbures ou le Maroc, qui dépend des recettes d'exportation des phosphates et du tourisme pourraient ne pas être affectés par la crise ? Comment les Investissements Directs Etrangers qui jouent un rôle non négligeable dans les économies maghrébines ne chuteraient-ils pas ? Comment l'Algérie échapperait elle à la faiblesse du dollar, elle dont la quasi-totalité des exportations sont libellées en dollars et la majorité des importations en Euros ?

Il y a encore quelques mois, la bonne santé relative des établissements financiers nord africains par comparaison avec celle de nombreux établissements américains et européens incitait à l'optimisme : ici pas de bilans à nettoyer de crédits *subprime* ou d'actifs « toxiques » et un faible endettement en devises des acteurs économiques, à la différence de pays comme la Turquie ou la Hongrie.

Cette situation permet-elle cependant d'envisager une rapide sortie de crise ? Pour la plupart des pays émergents, surtout asiatiques, l'enjeu de la crise consiste à réussir la transition vers un modèle de croissance moins dépendant des marchés extérieurs. Certes, nombreux parmi ces pays semblent

aujourd'hui fortement affectés par la récession. Il n'en reste pas moins qu'ils ont su depuis trente ans, grâce à une croissance tirée par la demande des pays riches, développer une forte accumulation de capital interne – autrement dit une forte collecte d'épargne – et favoriser l'émergence d'une classe moyenne, capable de porter désormais le développement d'un large marché intérieur de biens et services. La politique d'expansion fiscale et l'extension aux populations rurales de la couverture médicale universelle en Chine s'inscrivent dans une telle démarche. Les pays du Maghreb n'ont pas su construire ce modèle là et auront ainsi plus de mal à construire des profils de sortie de la crise.

Nous assistons à une redistribution brutale et imprévisible des cartes économiques à l'échelle de la planète, mouvement qui est appelé à s'amplifier dans les années à venir



Source: Rapport Femise 2008

Trois questions conditionnent la sortie de la crise

Trois questions conditionnent la sortie de crise pour les pays du Maghreb.

La première est centrée autour des interpellations suivantes : que nous apprend la réaction des gouvernements en place sur le pilotage économique ? Existe-t-il un pilotage économique digne de ce nom ? Qui influence ou domine, intellectuellement, ce pilotage ? Qui l'exerce politiquement ?

La deuxième renvoie aux interrogations suivantes : quelles sont les catégories sociales les plus exposées à la crise, les pauvres selon la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International ou les classes moyennes urbaines, comme semble le suggérer les événements de ces derniers mois en Asie, en Europe et aux Etats-Unis ?

La troisième question concerne l'impact politique que tout cela aura sur la stabilité politique de la région : sera-t-elle affectée par les faiblesses du pilotage économique et la fra-

gilisation des classes moyennes ?

Ces trois questions sont posées alors que nous assistons à une redistribution brutale et imprévisible des cartes économiques à l'échelle de la planète, mouvement qui est appelé à s'amplifier dans les années à venir.

Les principaux canaux de transmission actuels de la crise vers l'Afrique du Nord sont : la perte de débouchés, l'accès réduit au financement, la chute de l'investissement direct étranger, la destruction d'emplois dans les pays d'accueil de l'émigration et la variabilité des termes de l'échange des matières premières énergétiques ou agricoles. Bien entendu, cette « déferlante » va se conjuguer de manière différente selon le modèle d'insertion de chacun des pays du Maghreb dans l'économie mondiale.

Ces dernières années l'économie de l'Algérie a pu croître grâce à l'envolée des prix du pétrole alors qu'elle a été soutenue en Tunisie et au Maroc par un mouvement important de transfert de capitaux et de revenus (émigration, Investissements Directs Etrangers, services). Le bon fonctionnement relatif de ce moteur externe tient à sa proximité avec l'Union Européenne qui offre des avantages relativement bien exploités en terme d'insertion dans le marché euro-méditerranéen du travail, d'attraction des IDE et d'exportation de produits « à courte durée de vie », tourisme, produits agro-alimentaires et confection. Des réformes intérieures libérales, à tout le moins en Tunisie et au Maroc, ont favorisés la croissance d'activités d'importation et d'intermédiation mais la surévaluation des monnaies a réduit la production de biens échangeables au profit du secteur des services destinés à satisfaire la demande générée par les différentes sources de revenus transférés.

Dans le secteur touristique, au-delà du retard pris par de grands projets d'aménagement nul ne sait à quoi ressemblera la saison d'été en Tunisie et au Maroc : les prises de décision des voyageurs européens sont repoussées à la dernière minute. En tout état de cause les étrangers réduiront leurs achats de produits artisanaux et autres extras qui en Tunisie et au Maroc procurent un travail saisonniers à de nombreux

ses personnes. L'impact de toute baisse du tourisme se ressent dans le chiffre d'affaires des compagnies aériennes. Ici encore, l'Algérie est moins affectées que ses voisins.

Enfin la baisse d'activité dans les ports ne facilitera pas le développement de TangerMed, pour lequel le grand opérateur danois Maersk a annoncé un retrait de la phase d'extension. Par contre les projets d'investissement de Dubai World Port à Alger et à Djendjen ne sont pas affectés par la crise, alors qu'un projet de port en eau profonde vient d'être annoncé par les autorités tunisiennes.

La crise pourrait remettre en cause certains projets dits « structurants » et largement bâtis sur des facilités de financement offertes par les diverses formules de partenariat public-privé. Que se passera-t-il si Renault décide, *in fine*, de ne pas investir dans l'unité de voitures de Tanger d'ici 2012 ? Il n'est pas exclu que l'Europe rapatrie des unités qui devaient être construites dans le cadre des délocalisations y compris des unités de production qui fonctionnent déjà sous l'impact de politiques plus protectionnistes. Si la crise se poursuit, les pays d'Europe de l'Est, actuellement frappés de plein fouet, pourraient se livrer à une large surenchère pour ré-attirer les investissements en composants automobiles qui ont filé vers le Maghreb depuis quelques années, sachant qu'ils partent de toute manière avec une longueur d'avance en termes d'infrastructures de travail et de cadres juridiques. Pour l'heure

Malgré l'accroissement fort des IDE dans certains pays de la région en 2008, nombre d'investisseurs du Moyen Orient ont d'ores et déjà suspendus leurs investissements notamment dans des projets immobiliers ou touristiques

il faut prendre acte de l'installation récente d'équipementiers comme l'Allemand *Krumberg & Shubert* et le Japonais *Yazaki* en Tunisie. Il n'est pourtant pas indifférent que les grands *offshoreurs* mondiaux aient renoncé à s'installer au Maghreb, en dehors des call centers. L'indienne Wipro a ouvert son centre *near shore* pour l'Europe du Sud en Roumanie.

Cependant, la stabilité sociale reste un enjeu commun, là où souvent il y a une absence de protection sociale et de base d'accumulation interne. Les classes les plus pauvres ont depuis longtemps trouvé des moyens de survivre dans l'informel – un bon tiers de l'activité au Maghreb, mais le choc risque d'être plus rude pour les classes moyennes et on peut se poser la question des conséquences politiques qu'aura un tel choc.

Parmi ces classes modestes touchées, on trouve les employées du secteur textile, dont le nombre d'inscrits à la sécurité sociale a baissé de plusieurs dizaines de milliers ainsi que les personnels des hôtels mis en chômage technique. Le retour d'un nombre significatif de chômeurs émigrés d'Europe du Sud contribue à fragiliser les économies des familles dans les pays d'accueil.

Réaction des gouvernements à court terme

Tant au Maroc qu'en Tunisie une série de mesures conjoncturelles pour aider certains secteurs en difficulté comme les textiles ont été prises ce qui n'a pu empêcher certaines usines qui travaillent pour le marché anglais de suspendre entièrement leur production. En Tunisie, le budget a prévu des aides pour les entreprises les plus directement affectées par la chute des exportations.

La gestion immédiate passe aussi par des levées de fonds plus importantes que prévues auprès des organisations internationales et des arbitrages sur l'utilisation des réserves accumulées au cours de ces dernières années, pour faire face au risque d'assèchement des marchés des capitaux par les énormes besoins de financement des Etats-Unis et des pays de l'UE. Malgré l'accroissement fort des IDE dans certains pays de la région en 2008, nombre d'investisseurs du Moyen Orient ont d'ores et déjà suspendus leurs investissements notamment dans des projets immobiliers ou touristiques. L'immobilier de luxe en panne à Marrakech en est le symbole.

Au Maroc et en Tunisie la croissance respectable de ces dernières années et la perspective d'une excellente saison agricole suite à des pluies abondantes permet d'accueillir ces revenants : mais qu'en sera-t-il dans six mois ou un an ? Le phénomène de retour n'affecte pas pour le moment l'Algérie.

On voit aussi apparaître au Maroc un phénomène nouveau - des jeunes français qualifiés qui acceptent d'être payés Euros 800 plutôt que de rester chômeurs en France.

Sur le moyen terme, personne ne sait quelle ampleur pourrait prendre le phénomène des retours

d'émigrés. Nombreux sont ceux en Afrique du Nord qui sont persuadés qu'il existe en filigrane dans le projet de l'Union pour la Méditerranée une volonté française d'encourager le retour au Maghreb et ce à titre définitif, de français d'origine maghrébine, notamment des cadres.

Le chômage croissant en Europe a un impact direct sur les flux de transferts qui ont baissé de 15% au premier trimestre de 2009 au Maroc ce qui a poussé le gouvernement à lancer en juin de cette année un plan d'urgence d'incitation aux transferts. Hors ces transferts, notamment ceux des travailleurs du secteur de la construction en Espagne, ont aidé les populations les plus faibles économiquement au cours des dernières années.

L'Europe sera peut être amenée à appliquer une politique de forteresse et pousser les états du Maghreb à sécuriser leur *limes* en appliquant des politiques plus dures vis-à-vis des immigrés en provenance de pays Africains au sud du Sahara: le vieux continent devra pourtant faire face à moyen terme à la nécessité de réduire les déficits très importants que les états sont en train d'accumuler pour parer à la crise. Comment l'Europe se propose-t-elle de payer les

retraites de ses nationaux a moyen terme ? Les conséquences d'une telle politique sont impossibles à chiffrer mais rendront toute politique de construction de liens solides à terme, entre le Maghreb et l'Europe, plus que problématique. Le Maghreb est vu aujourd'hui comme faisant partie du problème : peut être pourrait il être vu comme faisant partie de la réponse. On en est loin.¹

Qui pilote la gestion de la crise au Maghreb ?

C'est ici qu'intervient la question du pilotage économique : qui le domine ? Qui l'exerce politiquement ? Nous considérerons deux pays, le Maroc et l'Algérie. Au Maroc, un comité anti - crise composé de membres du gouvernement intuitu persone, de représentants des patrons et assisté par des consultants de Mc Kinsey a été mis en place pour "assurer une veille, examiner les mesures proposées par les parties et identifier les opportunités". Dans les faits, ce comité sert avant tout les intérêts des secteurs les mieux à même d'exercer une pression sur le gouvernement et d'influencer les mesures de soutien.

En Algérie on assiste à un retour en force d'un discours qui prévalait dans les années 1970 sur le rôle central de l'Etat. La génération à laquelle les dirigeants appartiennent explique pour part ce retour sur le passé : renforcer l'état, contribuer à certains grands pôles industriels un rôle de leader, lancer une voiture purement algérienne, ne pas privatiser ou réformer le système bancaire qui monopolise 90% de l'épargne des particuliers, contrôler plus étroitement l'investissement direct étranger. Les décisions sont prises par un petit groupe de dirigeants politiques et le matelas de devises dont dispose le pays et le désendettement extérieur pratiqué ces dernières années rendent l'Algérie libre de ses mouvements. Savoir si à terme une telle politique permettra à l'Algérie d'affronter les défis que pose la crise est une autre question. Malgré ses réserves en devises importantes, l'Algérie ne crée pas d'emplois, autres que temporaires, ne forme guère de jeunes aux techniques d'avenir et ne profite donc pas du tout de la crise du capitalisme occidental où de nombreuses compagnies offrant une technologie intéressante sont affamées de capital. La Chine, l'Inde, les pays du Golfe et la Libye ont chacun bâtis des stratégies de déploiement de leur fonds souverains ou privés et sont à l'affût de « bonnes affaires ». Pas l'Algérie.

Force est de constater la pratique habituelle de gestion des affaires perdue, que la crise n'a pas été affrontée par les leaders politiques, ni par les parlements et qu'une vision partagée d'anticipation fait cruellement défaut.

Le coût du Non Maghreb s'accroît chaque année

En poussant l'analyse on retrouve ici le coût du non Maghreb : encourager les compagnies, tant privées que publi-

ques, algériennes, marocaines, tunisiennes et libyennes, qui se déploieraient dans les télécommunications, l'industrie automobile, les engrais et l'énergie, redessinerait la carte économique du Maghreb et pourrait permettre à celui-ci de devenir un acteur de sa propre histoire, d'acquérir un poids réel sur la scène mondiale.

Il ne viendrait à aucun dirigeant algérien l'idée de monter un fonds souverain², de profiter de la crise pour investir stratégiquement dans Renault ou tout autre entreprise internationale pour appuyer un transfert de technologie pourtant fort désirable vers l'Algérie. Acquérir une part du capital de Renault ou de Nissan, négocier avec le Maroc pour faire du projet à Tanger un projet qui associerait le Maroc, la France et l'Algérie ne viendrait à l'idée de personne. Le refus absolu du chef de l'état d'envisager ce type d'investissement stratégique que pratiquent les pays du Golfe et la Libye tient à deux raisons : sa volonté de garder le contrôle absolu sur les ressources du pays, ce qui exclu toute transaction dont la réglementation obligerait à une certaine transparence et à l'application de règles prudentielles internationalement reconnues ; l'absence dans l'équipe dirigeante de personnes ayant la capacité technique et intellectuelle pour imaginer de tels scénarios. L'incapacité à analyser et à prévoir – c'est-à-dire à prendre acte de la redistribution des cartes en cours et l'utiliser pour renforcer à terme le poids de l'Algérie, et du Maghreb est patente. On préfère laisser les réserves en devises investies dans des bons du Trésor Américains où ils risquent de perdre une partie de leur valeur si le dollar américain venait à être dévalué.

Si elles étaient politiquement envisageables, de telles stratégies permettraient de poser dans des termes nouveaux les tentatives de pays européens de relocaliser leurs industries en Europe. Elles permettraient de limiter les « remontées de cash » adressées aux filiales multinationales installées au Maroc et en Tunisie (l'équivalent de 5% du Produit Intérieur Brut tunisien) aujourd'hui et si préjudiciable pour l'industrie maghrébine. Elles réduiraient le caractère exogène des chocs ce qui rendrait la tâche des gestionnaires maghrébins moins complexe. En reprenant un certain contrôle sur leur destinée économique, les pays du Maghreb pourraient redevenir des acteurs plutôt que des spectateurs de leur propre histoire. C'est le contraire que l'on constate, ce qui à terme condamne la région à se contenter du rôle de pion dans les stratégies élaborées en Europe, aux Etats Unis, en Chine ou en Russie.

Au-delà des péripéties nationales, il faut rappeler que les pays du Maghreb n'ont pas su former un grand marché commercial intégré et bâtir des projets communs³. Mener à bien une telle entreprise sur le court terme serait en tout état de cause impossible tant il est vrai que les infrastructures régionales y sont peu adaptées : voies de communications

² Les Fonds Souverains, Abderrahmane Hadj Nacer, *Revue d'Economie Financière*, publiée par l'Association d'Economie Financière, numéro hors série 2009

³ Le Coût du Non Maghreb marginalise l'Afrique du Nord Francis Ghilès, Conférence sur « Le Processus de Barcelone et l'Union pour la Méditerranée peuvent ils aider à construire un meilleur futur pour le Maghreb ? », Union des Jeunes Euro-Maghrébins, Oujda 26 et 27 Avril 2008

¹ Lettre Ouverte au G20, Abderrahmane Hadj Nacer, *Le Nouvel Economiste*, 19 Février 2009

ferroviaires et routières axées nord-sud, jamais est ouest ; manque d'installations portuaires modernes, notamment en Algérie et aéroportuaires qui ont été pensées strictement en fonction des besoins nationaux. La région accuse aussi un déficit alimentaire important même si certains secteurs, tels l'huile offrent des promesses réelles pour l'avenir.

En reprenant un certain contrôle sur leur destinée économique, les pays du Maghreb pourraient redevenir des acteurs plutôt que des spectateurs de leur propre histoire

Le manque de spécialisation industrielle au Maghreb, à quelques rares exceptions près, capable de se confronter à la compétitivité internationale est flagrant et les différents pays achètent de plus en plus à une Chine prête à ruiner leurs efforts dans ces domaines. En Algérie l'Etat laisse les entreprises chinoises détruire le tissu industriel domestique et remporter des contrats (Autoroute Est Ouest) à des prix très bas, prix ensuite révisés sans le moindre complexe à la hausse dès que les Chinois se sont rendus maîtres du jeu.

Tenter de s'insérer avec retard dans un marché des nouvelles technologies où la concurrence est forte et où les marges de profit se réduisent dans les secteurs les plus accessibles, le faire alors que l'UE se ferme et que le Maghreb lui-même fait face à une vague migratoire sans précédent en provenance d'Afrique doivent, affronter ces défis ne fera que souligner l'étroitesse des différents marchés méditerranéens et accentuer les difficultés des entreprises locales à monter en gamme que se soit pour vendre à l'extérieur ou défendre leurs parts de marché domestique.

Scénario inquiétant à l'horizon 2013

C'est à l'horizon 2013 que se profile un scénario qui pourrait devenir inquiétant : le surendettement public américain, une forte inflation aux Etats-Unis, suivis d'une dépréciation du dollar et d'un surenchérissement de l'Euro auraient comme conséquence un effondrement des monnaies des pays producteurs de pétrole. Dans un tel contexte les Etats seraient obligés de s'assurer de toutes les rentrées de devises disponibles, même les transferts des émigrés ce qui aurait pour effet de réduire fortement le crédit bancaire dans des pays où il n'est déjà pas disponible pour de nombreuses entreprises du secteur privé. La conséquence d'un tel scénario serait : des pays exsangues et incapables d'accompagner la sortie de crise. Ce scénario au demeurant s'est déjà produit au début des années 1990, l'Algérie offrant l'exemple de la violence que de telles situations peu-

vent engendrer⁴. Le Maroc et la Tunisie, dont les monnaies sont ancrées à l'Euro, souffriraient dans ce scénario d'une chute de leur compétitivité vis-à-vis des pays non européens, asiatiques et américains.

En période de renouvellement des technologies et des modes de consommation et de transformation de la géographie de la production et de la consommation, tout miser sur un bon marketing territorial en vue d'attirer les grands leaders mondiaux comporte le risque majeur de n'attirer que des projets dépassés. Le Maroc est-il sûr que des projets *low cost* dans le secteur automobile et haut de gamme résidentiels sont des moteurs pour la croissance demain dans le bassin méditerranéen ? La Tunisie pense-t-elle que sa fuite en avant dans le tourisme de masse offre la clé d'un avenir meilleur ? L'Algérie va-t-elle vraiment lancer la construction d'une « voiture nationale » alors que les grands constructeurs internationaux luttent pour survivre ?

La crise nous oblige à repenser le modèle de développement et à rechercher des voies moins risquées. Ceci nous renvoie à la recherche d'une stratégie d'ancrage territorial du capitalisme comme alternative au modèle actuel d'insertion. De nombreuses études hétérodoxes ont mises en évidence le fait que derrière la plupart des réussites économiques on trouve une mobilisation d'acteurs publics et privés liés à un territoire et engagés dans un processus de coopération. Ce constat a été conforté par les théoriciens de la croissance endogène qui décrivent le développement comme étant avant tout un processus d'apprentissage et d'acquisition de connaissances par les agents économiques qui sont les seuls facteurs de production dont l'usage ne réduit pas le stock, par opposition aux facteurs de production physique et financiers limités par définition dans leur disponibilité et usage.

Ce potentiel de croissance ne peut se concevoir en dehors de la mobilisation de l'histoire, des institutions et de la géographie. La contribution de la « proximité » dans la diffusion des « connaissances » et « aptitudes » et au-delà dans la maximisation des « externalités positives » (théorie dites des effets d'agglomération) suggère que la géographie va devenir de ce point de vue stratégique car la connaissance ne se distribue pas sans frictions entre les acteurs économiques. – des parts importantes de la croissance sont « tacites » et incorporées dans les « routines » professionnelles qui se transmettent mieux dans la proximité.

4 L'Armée algérienne a-t-elle une politique économique ? Francis Ghilès, *Pouvoirs* Automne 1998

Travailler à cet ancrage exige de travailler plus avec les investisseurs ayant une attache au territoire et moins avec les acteurs nomades; autant sur les institutions et la gouvernance que sur les infrastructures et les coûts des facteurs de production; plus sur l'hybridation des ressources locales avec les ressources importées et moins sur les importations clés en main; avoir un regard plus modeste (c'est-à-dire moins de conseillers en stratégie) et plus centré sur l'observation de ce qui se passe et la diffusion des savoirs, plus préoccupés par la recherche des interactions et des fertilisations croisées dans les territoires. Fez et Tlemcen, Constantine et Kairouan auraient à ce titre un dialogue peut être plus riche qu'avec leurs capitales respectives, d'autres régions utiliseraient mieux les ressources culturelles offertes par leur histoire que des consultants issus de cabinets internationaux contractés à grands frais ou des Chinois qui ne cachent guère leur racisme.

Les enjeux au Maghreb sont ainsi à revoir, par un double regard du haut vers le bas et du bas vers le haut. En poussant l'analogie plus loin, la rive nord de la méditerranée confrontée à une crise sans précédent pourrait être plus modeste dans ses tentatives permanentes d'imposer « ses idées » qu'elle présente trop souvent comme étant « uniques » à des peuples qu'elle regarde encore avec condescendance. Quant au Maghreb, se gausser de la crise que traverse l'Europe et l'Amérique ou penser qu'il pourra échapper aux conséquences ne rime à rien : s'il n'y prends garde, cette crise marginalisera le Maghreb, plus encore demain qu'aujourd'hui avec toutes les conséquences sur la stabilité de cette région de 100 millions d'habitants que cela pourrait entraîner.